



**Erika Schnyder, syndique  
Commune de Villars-sur-Glâne  
1752 Villars-sur-Glâne**

**Le mot de la syndique  
(Quatrième billet, octobre 2009)**

Chères habitantes et chers habitants de Villars-sur-Glâne,

Permettez à votre syndique de vous faire partager ses humeurs du moment....

Nous vivons une époque pleine de contradictions où, malgré l'égalité des chances pour tous, l'ignorance et l'obscurantisme ont encore la vie belle et excusent des excès et des violations des droits humains basiques, pourtant l'apanage de nos sociétés occidentales.

La radicalisation de certains courants de pensées basés sur des idéologies religieuses usent et abusent à leur profit de nos valeurs. Ainsi, avec la rentrée scolaire de cet automne, deux fillettes de l'école primaire se sont rendues en classe en portant le voile, au nom d'un fondamentalisme religieux, encouragé en cela par la position de notre Cour Suprême, qui, au terme d'une décision d'un juridisme alambiqué dont elle a le secret, reconnaît – en très résumé – que le droit à la liberté de croyance implique celui d'afficher ouvertement celle-ci. Les deux seules exceptions admises par le Tribunal fédéral est que, l'école étant laïque, tout signe ostentatoire de rattachement à un courant de pensée philosophico-religieux est banni tant de la part des autorités scolaires que de ses représentants (ouf, on a eu chaud...). D'autre part, les élèves doivent suivre le cursus scolaire ordinaire et donc participer aux activités sportives, ce qu'elles font, lardées dans des combinaisons destinées à les préserver de tout regard concupiscent de leurs camarades. De son côté, le canton s'est fendu d'une directive rappelant aux autorités scolaires que le port du voile pour les élèves était admis, pour autant qu'il soit « exempt de tout prosélytisme » (dixit la directive du Conseiller d'Etat Macheret du 22 décembre 1997, laquelle conserve toute sa validité, selon une lettre de la DICS du 9 septembre 2009). Cela dit, toute autre coiffe reste interdite.

On aura tout vu : voilà que l'école devient le bras armé de l'ostracisme et fait de ces enfants, à peine nubiles, des êtres à part, ce qui, plus tard, entravera fortement leur développement et contribuera à créer, auprès des hommes de ces communautés, l'assurance de leur toute puissance sur les femmes de leur famille, avec les dérapages que cela implique. Il y a même mieux : alors que nous sommes très soucieux de ne pas heurter les autres croyances en leur imposant des visions insoutenables d'éléments de nos religions reconnues, un tribunal de Berlin vient

d'ordonner à l'école de prévoir, pour les musulmans, des lieux de prière devant leur permettre de satisfaire leurs obligations religieuses.

Dans cette même mouvance, au nom du politiquement correct, on censure des affiches politiques – certes de fort mauvais goût, voire limites – mais qui traduisent la liberté d'expression que notre Constitution reconnaît à tous les citoyens.

Aujourd'hui, plus que jamais est-on sensible aux droits humains et c'est une très bonne chose, mais à force de toujours vouloir rechercher l'exemplarité dans ce domaine, on sacrifie nos valeurs juridiques essentielles. C'est une dérive dangereuse qu'il faut combattre par tous les moyens : l'école est laïque et doit le rester ; elle doit empêcher de véhiculer des idées et stéréotypes que notre ordre juridique ignore et se doit d'assurer le plein épanouissement et développement de tous à part égale. A cet effet, elle doit bannir toute forme d'affichage ostentatoire de ses convictions religieuses, non seulement par les autorités scolaires et les enseignants, mais aussi par les élèves.

Erika Schnyder, syndique